

.....
Avis n°19-164165

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <http://www.boamp.fr/avis/detail/19-164165/officiel>

Avis d'appel public à la concurrence

Département(s) de publication : **975**

Annonce No **19-164165**

Services

- *Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur* : Préfecture de Saint-Pierre et Miquelon.
Correspondant : M. Devimeux Thierry, Préfecture de Saint-Pierre et Miquelon, place du Lieutenant-Colonel Pigeaud - B.P. 4200 97500 Saint-Pierre-et-Miquelon, tél. : 05-08-41-12-49, courriel : Courrier@spm975.gouv.fr adresse internet : <http://www.saint-pierre-et-miquelon.gouv.fr/> .
Adresse internet du profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr> .

Objet du marché : marché d'assistance générale à la passation du contrat de délégation de service public pour la desserte maritime en fret de l'archipel de Saint-Pierre et Miquelon.

Catégorie de services : 21.

CPV - Objet principal : 79100000

Objets supplémentaires : 75130000

79111000

71311200.

Lieu d'exécution : archipel de Saint-Pierre et Miquelon, 97500 Saint-Pierre-et-Miquelon.

Code NUTS : -FRZZZ.

L'avis implique un marché public.

Caractéristiques principales :

marché d'assistance générale à la passation du contrat de délégation de service public pour la desserte maritime en fret de l'archipel de Saint-Pierre et Miquelon

Quantités (fournitures et services), nature et étendue (travaux) : le marché comporte 4 missions :

Analyse de l'existant des contrats en cours et retour d'expérience sur l'exercice 2017-2020

cadre juridique et financier de la future Dsp

Rédaction des pièces de mise en concurrence de la délégation de service public

participation aux opérations d'attribution du contrat
et 2 options

gestion de la transition

interventions ponctuelles supplémentaires sur des problèmes spécifiques.

Options : descriptions concernant les achats complémentaires : option 1 : le titulaire devra assister le préfet dans la gestion transitoire entre les deux délégations de service public, soit clôturer la délégation existante et la mise en place technique et administrative de la nouvelle Dsp.

Livrable : Un rétro-planning permettant d'anticiper les actions à mettre en oeuvre dans la transition, une assistance dans la réalisation de ces actions et un bilan des opérations réalisées

option 2 : Ces interventions pourront porter sur la gestion des éventuels précontentieux et/ou contentieux liés à la DSP. Ces missions ponctuelles peuvent être commandées dans un délai de 24 mois après l'entrée en vigueur de la DSP.

Des variantes seront-elles prises en compte : oui. La procédure d'achat du présent avis est couverte par l'accord sur les marchés publics de l'OMC : non.

Prestations divisées en lots : non.

Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent : le pouvoir adjudicateur assure sur fonds propres le paiement des prestations.

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché : les entreprises se présentent en groupement solidaire.

L'exécution du marché est soumise à d'autres conditions particulières : non.

Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature : français.

Unité monétaire utilisée, l'euro.

Conditions de participation :

Référence professionnelle et capacité technique - références requises : le candidat présente une liste des principales références fournies au cours des 3 dernières années indiquant notamment le montant, la date et le pouvoir adjudicateur bénéficiaire ;

Une déclaration relative aux moyens humains et techniques dont le prestataire dispose pour l'exécution des prestations.

Les personnes morales sont tenues d'indiquer les noms et qualifications professionnelles des membres du personnel chargé de la prestation.

Marché réservé : non.

Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat :

Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat, au choix de l'acheteur public :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles;

- Présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et

les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique;

- Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique;
- Indication des titres d'études et professionnels des cadres de l'entreprise et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du marché;
- En matière de fournitures et services, une description de l'équipement technique, des mesures employées par l'opérateur économique pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise;
- Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>);
- Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Documents à produire obligatoirement par l'attributaire, avant la signature et la notification du marché public ou de l'accord-cadre (formulaire NOTII) :

- Les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail;
- Si l'attributaire est établi en France, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou un état annuel des certificats reçus;
- Si l'attributaire est établi dans un Etat autre que la France, un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays;
- Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Autres renseignements demandés :

- Autres renseignements demandés : une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant le domaine auquel se réfère le marché, au cours des 3 derniers exercices.

La transmission et la vérification des documents de candidatures peut être effectuée par le dispositif Marché public simplifié sur présentation du numéro de SIRET : NON

Critères d'attribution :

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le cahier des charges (règlement de la consultation, lettre d'invitation ou document descriptif).

Une enchère électronique ne sera pas effectuée.

Type de procédure : procédure adaptée.

Date limite de réception des offres : 25 novembre 2019, à 12 heures.

Délai minimum de validité des offres : 90 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Autres renseignements :



BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice :
PrefSPM_SAMODSP.

Date d'envoi du présent avis à la publication : 28 octobre 2019.

Adresse à laquelle les offres/candidatures/projets/demandes de participation doivent être envoyés :

Préfecture de Saint-Pierre et Miquelon.

place Lieutenant-Colonel Pigeaud B.P. 4200, 97500 Saint-Pierre-et-Miquelon, , tél. : 05-08-41-10-10, ,

courriel : courrier@spm975.gouv.fr.

Adresse auprès de laquelle les documents peuvent être obtenus : Préfecture de Saint-Pierre et Miquelon.

place Lieutenant-Colonel Pigeaud B.P. 4200, 97500 Saint-Pierre-et-Miquelon, , tél. : 05-08-41-10-10, ,

courriel : courrier@spm975.gouv.fr, adresse internet : <http://www.saint-pierre-et-miquelon.gouv.fr> .

Instance chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Saint-Pierre et Miquelon place

du Lieutenant-Colonel Pigeaud - B.P. 4200 97500 Saint-Pierre-et-Miquelon, tél. : 05-08-41-10-30,

courriel : courrier@spm975.gouv.fr.

Organe chargé des procédures de médiation : Comité consultatif interrégional de règlement amiable des

différends ou litiges relatifs aux marchés publics de paris 5 rue leblanc Cedex 15 75911 Paris, tél. : 01-

82-52-42-67, courriel : Ccira@paris-idf.gouv.fr.